

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)89 8 juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de l'Ukraine

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Sauf si le Comité des Ministres en décidait autrement, il sera déclassifié en application des règles établies dans la Résolution Res(2001)6 sur l'accès aux documents du Conseil de l'Europe.

Traduction

REPRESENTATION PERMANENTE DE L'UKRAINE
AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le 29 avril 2007

Cher M. Boillat,

Me référant à la lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Terry Davis, en date du 21 décembre 2006, demandant au gouvernement de l'Ukraine de désigner trois candidats pour l'élection d'un juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de l'Ukraine, j'ai l'honneur de vous transmettre la lettre de M. Oleksandr LAVRINOVYCH, Ministre de la Justice de l'Ukraine, avec la liste des candidats pour ce poste. La lettre comporte également une description détaillée des procédures nationales de nomination.

Veillez également trouver ci-joint un curriculum vitae pour chaque candidat, la résolution du Conseil des Ministres de l'Ukraine concernant la sélection de candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, la procédure de concours en vue de la sélection de candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme, les protocoles du bureau de vote du Comité de sélection et la liste des membres du Comité de sélection.

Veillez agréer, etc.

(signé)
Yevhen Perehygin
Représentant Permanent de l'Ukraine

M. Philippe Boillat
Directeur Général de la Direction des droits de l'homme
du Conseil de l'Europe
Strasbourg

Traduction

**MINISTRE DE LA JUSTICE
UKRAINE**

M. Philippe Boillat
Directeur Général de la Direction des
droits de l'homme
Secrétariat du Conseil de l'Europe.

Conseil de l'Europe F-
67075 Strasbourg Cedex

Cher Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur d'informer le Conseil de l'Europe que le gouvernement de l'Ukraine a décidé de désigner

- M. Holovaty Serhiy
- M. Marmazov Vasyl
- Mme Yudkivska Ganna

comme candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'Ukraine.

Au cours du processus de sélection, le gouvernement de l'Ukraine s'est efforcé au maximum d'assurer la totale impartialité et transparence du processus. Le processus de sélection a été mené à bien par le comité de sélection mis en place par le gouvernement à cet effet en mars 2007 (voir résolution n° 254 du Conseil des Ministres de l'Ukraine du 21 mars 2007, jointe en annexe).

Le comité était composé de représentants du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires étrangères, de la Cour constitutionnelle d'Ukraine, de la Cour suprême d'Ukraine, des commissions spécialisées de la Verkhovna Rada d'Ukraine, du Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien et d'une organisation non gouvernementale ukrainienne.

Le comité de sélection a adopté le texte de l'avis de concours qui énonçait les conditions requises pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme, lesquelles sont fixées dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales elle-même, et qui rappelait les recommandations et résolutions pertinentes des organes et des institutions du Conseil of Europe. L'appel à candidature a été publié au journal officiel « Uriadovyi Kurier » ainsi que sur le site Internet officiel du Ministère de la Justice. Les candidats potentiels avaient 30 jours pour postuler.

Cinq candidates et dix candidats ont donc postulé au cours du délai précité. Il faut faire remarquer que deux des candidates résident hors d'Ukraine ; en conséquence, on peut conclure que les informations sur le concours ont été correctement diffusées. Tous les candidats qui souhaitaient participer au concours, ont réussi le test prouvant leur niveau de connaissances en langue anglaise ou française et ont passé un entretien avec le comité de sélection. À l'issue de ces procédures, le comité de sélection, eu égard aux recommandations et résolutions pertinentes des organes et institutions du Conseil de l'Europe ainsi qu'aux conditions requises pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme, fixées par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, a sélectionné les trois candidats mentionnés par un vote à bulletin secret. Les résultats du vote figurent dans les protocoles du bureau de vote du comité de sélection qui sont joint en annexe.

Le gouvernement de l'Ukraine estime que les trois candidats désignés remplissent les conditions requises fixées par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que d'autres critères proposés par les organes et institutions du Conseil

de l'Europe et, dès lors, invite le Comité des Ministres à transmettre la liste des candidats à l'Assemblée parlementaire. Le gouvernement de l'Ukraine espère que l'Assemblée parlementaire sera en mesure d'élire un juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'Ukraine sur la liste précitée.

Vous pourrez trouver ci-joint, pour votre information, les curricula vitae en anglais des candidats désignés.

Annexes :

- 1) résolution n° 524 du Conseil des Ministres d'Ukraine du 21 mars 2007;
- 2) le curricula vitae des trois candidats mentionnés ;
- 3) protocoles du bureau de vote du comité de sélection.
- 4) les membres du comité de sélection.

Formule de politesse

(signé)
Oleksandr Lavrynovych
Ministre de la Justice

CURRICULUM VITAE
Serhiy HOLOVATY

I. Etat civil

Nom, prénom	HOLOVATY Serhiy
Sexe	Masculin
Date et lieu de naissance	29 mai 1954, Odessa (Ukraine)
Nationalité	ukrainienne

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

2002- 2003 juin-août	Chercheur dans le cadre du programme Fulbright, Faculté de droit de Yale, Université de Yale, Etats-Unis
2001 Planck,	Professeur résident, Institut de droit public et de droit international comparé Max Heidelberg, Allemagne
1987 – 1990 pays	Chargé de recherche confirmé, Institut des affaires économiques et sociales pour les étrangers, Académie nationale des sciences d'Ukraine.
1980 – 1987 pays	Chargé de recherche débutant, Institut des affaires économiques et sociales pour les étrangers, Académie nationale des sciences d'Ukraine.
1977 – 1980	Université nationale Taras Shevchenko, Kiev, Troisième cycle en droit international public – Thèse en droit international.
1972 – 1977 droit	Université nationale Taras Shevchenko, Faculté de relations internationales et de droit international.

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Description des activités juridiques****Devant les tribunaux***

Avocat des tribunaux d'Ukraine, défenseur de requérants dans le domaine des droits de l'homme, notamment la mère du journaliste disparu Georgiy Gongadze

Avocat devant la Cour européenne des droits de l'homme (affaire *Melnychenko c. Ukraine*, arrêt du 19 octobre 2004 ; violation de l'article 3 du Premier protocole à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales)

Rédaction de la requête et représentation devant la Cour constitutionnelle d'Ukraine des députés ukrainiens sur l'inconstitutionnalité des dispositions du Code pénal ukrainien concernant la peine de mort (la peine de mort a été abolie par la Cour constitutionnelle en 1999 ; décision n° 11-pn/99, 29 décembre 1999)

Verkhovna Rada d'Ukraine

Depuis Mars 2007	<u>Président de la Sous-commission (Commission de la Justice) sur la mise en œuvre des normes internationales et sur le contrôle parlementaire pour l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme</u>
------------------	--

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

2003-2005; depuis 2006	<u>Membre de la Sous-commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme</u>
---------------------------	---

b. *Description des activités juridiques non judiciaires*

Verkhovna Rada d'Ukraine

- 2002-2005 Président de la Sous-commission de droit constitutionnel de la Commission des questions juridiques de la *Verkhovna Rada*
- 1998-2002 Membre de la Commission des Affaires étrangères
- 1994 – 1996 Membre de la Commission constitutionnelle du Parlement d'Ukraine, chargée de rédiger la nouvelle Constitution ukrainienne, mise en place par le 2e Parlement de l'Ukraine indépendante
- 1990 – 1994 Membre du Groupe de Travail de la Commission Constitutionnelle du Parlement d'Ukraine qui a rédigé la nouvelle Constitution ukrainienne
- 1990 – 1994 Membre de la Commission constitutionnelle du Parlement d'Ukraine qui a rédigé la nouvelle Constitution ukrainienne, mise en place par le 1^{er} Parlement d'Ukraine

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe :

- Depuis octobre 2006 Vice-Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- 1998 – 2005
depuis 2006 Membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme
- 2005 Président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme et membre de plein droit des sous-commissions sur les droits des minorités et sur le droit pénal et la criminologie
- 2002 – 2005 Membre de la sous-commission des droits de l'homme
- 2000 - 2005;
depuis 2006 Membre de la Commission de suivi ; Rapporteur pour avis sur l'adhésion du Monténégro au Conseil de l'Europe
- Jan2002-
Jan2005 Président de la Commission du règlement et des immunités
- Depuis 2006 Membre de la Commission du règlement et des immunités
- 2004 - 2005
depuis 2006 Membre du Bureau et de la Commission Permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)
- depuis 2006 Membre de la Commission des questions politiques

Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) :

- Mars 2007-
aujourd'hui
2005 (fév.) Membre du Bureau de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) Conseil de l'Europe
Renommé membre de la Commission de Venise
- 1995-2000 Membre de la Commission de Venise
- 1997-2000 Vice-Président et membre du Bureau de la Commission de Venise

Conseil des Ministres d'Ukraine :

- 1997 Président du Groupe de Travail du Conseil des Ministres sur la rédaction d'un nouveau Code administratif

1997 Président du Groupe de Travail chargé d'élaborer un Programme National Anti-Corruption « Mains Propres »

Initiatives Législatives :

Oct. 2006 Rédaction d'une résolution de la *Verkhovna Rada* sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (rejetée par le Parlement en novembre 2006)

Avril 2005 Rédaction d'une nouvelle version de la loi sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (approuvée par le Parlement le 23 février 2006; en vigueur depuis le 30 mars 2006)

Juin 2000 Rédaction du projet de loi sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (approuvé par le Parlement le 23 juillet 2001 et ayant fait l'objet du veto du Président Leonid Kuchma avant l'entrée en vigueur définitive du texte)

Avr. 1997 Rédaction du Programme National Anti-Corruption, approuvé par le décret du Président du 10 avril 1997

Nov. 1994-
Juin 1995 Initiateur et membre de la Commission de Conciliation qui a rédigé l'Accord constitutionnel (Petite Constitution de l'Ukraine) signé par le Président et la Verkhovna Rada puis voté par le Parlement le 8 juin 1995

Déc. 1993 Rédaction de la loi sur les traits internationaux, votée par le Parlement d'Ukraine, décembre 1993

Nov. 1992 Rédaction de la loi sur la délégation de compétences législatives au pouvoir exécutif pour les questions relatives à la réforme économique, 18 novembre 1992.

Sept. 1991 Rédaction de la loi sur les successions légales en Ukraine, 12 septembre 1991

Août 1991 Aide à la rédaction de la loi sur l'indépendance de l'Ukraine, 24 août 1991

Juillet 1990 Aide à la rédaction de la Déclaration de Souveraineté de l'Ukraine, 16 juillet 1990

Autres activités :

1981—1988 Chargé de cours à la Chaire de Droit International, Université d'État Taras Shevchenko de Kiev

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

a. Activités devant les tribunaux de droit commun

Avocat devant les tribunaux d'Ukraine, défenseur de requérants dans le domaine des droits de l'homme, notamment la mère du journaliste disparu Georgiy Gongadze

Avocat devant la Cour européenne des droits de l'homme (affaire *Melnychenko c. Ukraine*, arrêt du 19 octobre 2004; violation de l'article 3 du Premier protocole à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales)

b. Activités devant la Cour Constitutionnelle d'Ukraine

Rédaction de la requête et représentation devant la Cour Constitutionnelle d'Ukraine des députés ukrainiens sur l'inconstitutionnalité des dispositions du Code pénal ukrainien concernant la peine de mort (la peine de mort a été abolie par la Cour Constitutionnelle en 1999; décision n° 11-pn/99, 29 décembre 1999)

c. *Activités à la Commission Nationale pour le Renforcement de la Démocratie et l'État de droit*

Supervision de la préparation de la *Doctrine pour l'Amélioration du Système Judiciaire et la Garantie d'un Procès Équitable en Ukraine conformément aux normes européennes* (approuvée par le décret du Président de l'Ukraine le 10 mai 2006)

Supervision de la préparation de la *Doctrine pour la Politique de l'État dans le domaine de la Justice Pénale* (approuvée par la Commission Nationale en mars 2007)

d. *Activités à l'APCE*

Rapporteur sur la *coexistence de la Convention des droits de l'homme et des libertés fondamentales de la Communauté des États indépendants et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* (Doc. 9075, 3 mai 2001)

Rédaction de propositions pour une résolution sur *l'Équilibre institutionnel au Conseil de l'Europe* (Doc. 10106, 11 mars 2004) ; et pour une résolution sur *Le principe de l'État de droit* (Doc. 10180, 6 mai 2004) ; et pour une résolution sur *vers la dépénalisation de la diffamation* (Doc. 10531, 27 Avril 2005)

e. *Cours*

Chargé de cours, École de la magistrature d'Ukraine, dans le domaine de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (2005-2006)

V. **Activités publiques**

a. *Postes dans la fonction publique*

Depuis 2005 Président de la Commission Nationale pour le Renforcement de la démocratie et de l'État de Droit

1995-1997
2005-2006 Ministre de la Justice de l'Ukraine

1996-1997 Membre du Conseil de Sécurité Nationale et de Défense de l'Ukraine Jan.-sept. 2006

b. *Mandats électifs*

Membre de la Verkhovna Rada (Parlement d'Ukraine) – Élu en 1990 et réélu en 1994, 1998, 2002, 2006

c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique*

2007 Membre du bureau du Groupe ALDE à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe

1994-1995 Membre de la direction du « Groupe Réforme » au Parlement ukrainien.

1989-1994 Membre du Comité Central du Mouvement Populaire d'Ukraine (Rukh)

VI. **Autres activités**

Depuis 1992 Président de la Fondation Juridique ukrainienne

Depuis 1999 Membre du Bureau de l'Association ukrainienne de Droit International

1995-2000 Président de la Commission ukrainienne de Terminologie Juridique

1990 – 1995 Président de l'Association des Juristes ukrainiens

1992 – 1994 Président du Congrès mondial des Juristes ukrainiens

1993 – 1995 Membre du Conseil Consultatif de l'Institut de Politique Constitutionnelle et Législative (Budapest)

VII. Travaux et publications

État de droit. — Livre (trois volumes). — Kiev, 2006. — LXIV, 1747 p. (en ukrainien)
(Book One. Rule of Law: from idea to doctrine. Book Two. Rule of Law: from doctrine to principle. Book Three. Rule of Law: Ukrainian experience)

Judgments of the European Court of Human Rights: Peculiarities of National Execution (with the Melnychenko v. Ukraine judgment taken as an example). — In: Case law of the European Court of Human Rights. Judgments. Commentaries. — 2005. — No. 3 (27) (in Ukrainian)

Abolition of the death penalty in Ukraine — difficulties real or imagined? — In: The death penalty. Abolition in Europe. Strasbourg: Council of Europe Publishing, 1999.

New Possibilities for the Protection of Human Rights in Ukraine. — In: Case law of the European Court of Human Rights. Judgments. Commentaries. — 1999. — No. 1 (in Ukrainian and English)

Freedom of Conscience in Ukraine and the Violation of Human Rights. — In: Human Rights in Ukraine: Yearbook. 1993. (in Ukrainian and English).

Do we pursue the goal to have double standards in human rights protection // Statement [of the Chairman of the PACE's Committee on Legal Affairs and Human Rights] at 26th Conference of the European Ministers of Justice. 7-8 April, 2005. Helsinki, Finland.

Defamation: Law and Practice // Contribution to the Seminar for the Chairpersons and members of parliamentary human rights bodies on freedom of expression (Organised jointly by the Inter-Parliamentary Union and Article 19). Geneva. IPU Headquarters, 25-27 May 2005.

Case law of the European Court of Human Rights. Judgments. Commentaries (Quarterly Journal). — Chairman of the Editorial Board (1999-2007).

The Ukrainian Journal of Human Rights. — Member of Editorial Board (1994-1999).

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Ukrainien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français			X			X			X
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

IX. Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Vasyl MARMAZOV

I. Etat civil

Nom, prénom	MARMAZOV Vasyl
Sexe	Masculin
Date et lieu de naissance	20 janvier 1962, Donetsk (Ukraine)
Nationalité	ukrainienne

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

Depuis 2000	Poursuit son doctorat à l'Université Nationale Taras Shevchenko de Kiev
2000	Institut International des Droits de l'Homme (Strasbourg)
1995 - 1996	Chargé de cours au British Council, Sidney Sussex College, Cambridge, Angleterre
1993	Professeur de droit invité, London School of Economics, Angleterre
1998	Université Nationale Taras Shevchenko, Kiev, Troisième cycle en droit — Doctorant (Thèse — Droit), Maître de conférence
1979 - 1984	Université Nationale Taras Shevchenko, Faculté de droit, Licence en droit

III. Activités professionnelles pertinentes

2006 -	Ministre délégué, Ministère de l'Intérieur de l'Ukraine
2005 - 2006	Avocat Associé, Cabinet d'avocats YURIS (Membre du Consortium de droit international des affaires), Kiev, Ukraine
2003 - 2005	Ministre délégué, Ministère de la Justice de l'Ukraine
2001	Juriste temporaire, Greffe, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, France
1993 - 2003	Avocat Associé, Cabinet d'avocats YURIS (Membre du Consortium de droit international des affaires), Kiev, Ukraine

Autres :

1991 – 1993	Doyen adjoint, Faculté de droit, Université Taras Shevchenko de Kiev
1986 – aujourd'hui	Maître de conférence (Professeur adjoint), Faculté de droit, Université Taras Shevchenko de Kiev

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

2001	Juriste temporaire, Greffe, Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, France
------	---

V. Autres activités

Affiliation

Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (2000-2005)

Barreau de Kiev

Union des Avocats d'Ukraine Association internationale du Barreau

Président de la Commission d'arbitrage international de l'Ukraine, CCI,

Forum de la CCI sur les questions d'arbitrage et de nouveaux domaines

Coordinateur de la Section Juridique, Réseau professionnel britannico-ukrainien, British Council, Kiev, Ukraine

Sous-commission « Justice, Liberté et Sécurité », Commission sur la coopération Ukraine — UE

Conseil national sur l'harmonisation de la législation nationale par rapport à la législation de l'UE

Délégation de l'Ukraine pour la négociation des nouveaux accords renforcés UE-Ukraine

VI. Travaux et publications

Livres

1. Marmazov V.Y., Piliayev I.S. Ukraine and the Council of Europe: legal issue of co-operation. — K.: Venturi., 1999. — 400 p. — independently — 154 p.
2. Marmazov V.Y., Piliayev I.S. Council of Europe: political and legal mechanism of integration. — K.: Publishing House "Yurydychna Knyga", 2000.- 472 p. - independently — 113 p.
3. Marmazov V.Y., Pushkar P.V. Protection of individual and proprietary rights in the European Court of Human Rights. — K.: Publishing House "Yurydychna Knyga", 2001. — 160 p. - independently — 19 p.

Articles

1. Marmazov V.Y. Principles of the European contract law. Alternative or progenitor of the European legislation // Bulletin of Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. – Issue No 41. – K., 2001. – p. 55 - 66.
2. Marmazov V.Y., Pushkar P.V. Some peculiarities of the property rights protection in accordance with the articles 1 of the First Protocol of the European Convention for the Protection of Human Rights Practice of the European Court of Human Rights. Decisions. Comments. — Issue No 4 - K., 2001, - p.
3. Marmazov V.Y. The principle of proportionality in the practice of cases consideration by the European Court of Human Rights // Actual problems of the international relations. Collection of scientific works (Taras Shevchenko Kyiv National University. Institute of International Relations). – Issue No 34, Part 1. - K., 2002, - p. 138 – 143.
4. Marmazov V., Pakanai I. Execution of the decisions of the international and foreign courts in Ukraine // Law Magazine. – No 1. - K., 2002, - p. 66 – 68.
5. Marmazov V. Interrelation between the Constitutional jurisprudence and the jurisprudence of the European Court of Human Rights, Bulletin of the Constitutional Court of Ukraine. – No 2. - K., 2002, - p. 73 – 75.
6. Marmazov V. The European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms and courses interpretation // Law of Ukraine. – No 10. - K., 2002, - p. 33 – 35.
7. Khurdish O.K., Marmazov V.Y., Shabunina V.Y. Law and languages in Europe: problems of mutual relations and links // Language and culture.- Issue No 4. – Vol. I I/1. – K., 2002. – K., 2002. – p. 159 -169.
8. Marmazov V. "Sovtransavto-holding" vs Ukraine and some aspects of the unexpectedness of the practice of the European court of human rights // Advocate- No 4-5.- K., 2002. – p. 47 – 49.
9. Marmazov V. Principle of the rule of law in the practice of the European Court of Human Rights // Advocate- No 6. – K., 2002. – p. 15 -16.
10. Marmazov V.Y. Looking for the consensus with the national law systems as the method of interpretation of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Chronicles of the Kyiv University of Law. – No 4. – K., 2002. – p. 80 – 83.

11. Marmazov V. Method of the efficiency as the mean of widening of the potential of the Convention of the protection of human rights and fundamental freedoms concerning the economic and social rights // Practice of the European Court of human rights. Decisions. Comments. – No 4. – K., 2002. – p. 215 – 222.
12. Marmazov V.Y. European Court of human rights as the control mechanism in the sphere of human rights protection // Actual problems of the politics. Collection of the scientific works. – Issues No 13-14 – Odessa: Juridical literature, 2002. – p. 260 - 265.
13. Marmazov V.Y. Problems of the views expressions in the practice of the European Court of human rights // Political issues of the current importance. Collection of the scientific works. - Issue 15. – Odessa: Juridical literature, 2002. – p. 443 - 447
14. Marmazov V.Y. Method of the evolutionary interpretation of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Ukrainian law. – Ukrainian legal foundation. - 2002.-1 (17), p. 167 - 170.
15. Marmazov V.Y. Protection of the civil rights by the arbitration courts // Protection of civil rights by the arbitration courts.- Nikolaiev, 2003. – p. 78 – 88.
16. Marmazov V. Peculiarities of the narrow interpretation of the provisions of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms with a view to securing human rights // Advocate – No 1. – K., 2003.- p. 18 - 19.
17. Marmazov V. Principle "stare decisis" and the dynamics of the practice of the European Court of human rights// Law of Ukraine. – No2. – K., 2003. – p. 140 – 142.
18. Marmazov V. Lessons of the European law – 2 // Juridical magazine – No 2 (8). – K.2003. – p. 127 - 128.
19. Marmazov V.Y. Right of the access to the court and the right for the effective consideration of the appeals in the practice of the European Court of human rights // State and law. Collection of the scientific works. - Issue No 19.- K., 2002. – p. 510 - 513.
20. Marmazov V.Y. Peculiarities of the interpretation of the articles 8-11 of the European convention for the protection of human rights and fundamental freedoms 1/ Problems of International relations issues. Collection of the scientific works. (The Taras Shevchenko Kyiv National University, Institute of the International relations). – Issue No 33, Part 1. – K., 2002, - p.155 – 157.
21. Marmazov V.Y. Opinions of judges as a restrictive element of the dynamic interpretation of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Research bulletin of the Diplomatic Academy of Ukraine. – Issue No 8. – K., 2003.
22. Marmazov V.Y. Method of the autonomous interpretation of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Legal State. Collection of the research works. – Issue 14. – K., 2002 – p. 459 – 466.
23. Marmazov V.Y. Protection of the economic and social rights in the practice of the European Court of Human Rights // Bulletin of the Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. – Issue No 52. – K., 2002.
24. Marmazov V.Y. Some aspects of unexpectedness of the practice of the European Court of Human Rights // Bulletin of the Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. – Issue No 53. – K., 2002.
25. Marmazov V.Y. The non-legal elements in the interpretation of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Bulletin of the Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. – Issue No 54 – K., 2002.
26. Marmazov V.Y. The principle of pluralism in the practice of the interpretation of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Bulletin of the Taras Shevchenko Kyiv National University. Law sciences. – Issue No 55 – K., 2002.
27. Marmazov V.Y. Methods of the dynamic interpretation of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // European Court of Human Rights. Basic documents. Practice application. – K.: Ukrainian legal centre, 2003.
28. Marmazov V.Y. To the issue of the teleological interpretation of the European Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms // Advocate – No 4. – K., 2003.
29. Marmazov V.Y. Method of efficiency in the practice of the European Court of Human Rights by the example of interpretation of the notion "victim" // Law Bulletin. - No 3. – Odessa, 2003.

Theses of the speeches at the research conferences

1. Marmazov V.Y. Incorporation of the norms of the European Convention for the protection of human rights into the legislation of Ukraine // Materials of the international conference "Europe, Japan, Ukraine: the ways of democratization the state and legal systems." – K., 2000. – p. 197 - 203.

2. Marmazov V. On the implementation of the norms of the European Convention for the protection of human rights into the legislation of Ukraine // Materials of the international conference "Actual problems of the rule of law state formation in Ukraine. On occasion of the 50 ~ anniversary of the Convention for the protection of human rights and fundamental freedoms: in 2 parts. – Part 1 / Edited by prof. M. Panov. – Kharkiv.: National Academy of Law of Ukraine, 2000. – p. 139 - 143.
3. Marmazov V. Peculiarities of the teleological interpretation of the European Convention for the protection of human rights // The problems of the creation of the human rights protection in Ukraine. Materials of the IX Regional Conference. – Lviv, 2003. – p. 30 -32.

Remark: all publications done in Ukrainian

VII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Ukrainien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français			X			X			X
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

CURRICULUM VITAE
Ganna YUDKIVSKA

I. Etat civil

Nom	YUDKIVSKA Ganna
Sexe	Féminin
Date lieu de naissance	5 juillet 1973, Kiev (Ukraine)
Nationalité	ukrainienne

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

Etudes principales :

- 2005 - 2007 Troisième cycle à l'École d'Avocats d'Ukraine, Thèse de doctorat intitulée *Droits des accusés dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et procédure pénale en Ukraine.*
- 2005 - 2007 Université Robert Schumann (Strasbourg),
Maîtrise de droit (LLM) et en études européennes (Master 2, *admise avec mention*).
(*Spécialisation —Droits de l'homme en Europe*), avec une thèse intitulée
Présomption d'innocence dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.
- 1998 - 2003 Université Nationale Taras Shevchenko de Kiev, Faculté de Droit, Licence en droit
(*admise avec mention*).
- 1990 -1995 Université technique d'État de Construction et d'Architecture de Kiev, Diplôme
d'ingénieur.

Perfectionnement :

- 1999 *École des droits de l'homme,*
Commission Helsinki pour les droits de l'homme, Pologne, Varsovie.
- 2001 *Formation diplomatique* du Ministère des Affaires étrangères d'Israël, Jérusalem.
- 2004 *Programme régional de perfectionnement sur les droits de l'homme,*
Institut des droits de l'homme et du droit humanitaire Raoul Wallenberg, Lund, Suède.
- 2004 *Formation pratique sur les procès internationaux en matière de droits de l'homme,*
Comité néerlandais Helsinki et Interights, Soesterberg, Pays-Bas.

III. Activités et expérience professionnelles pertinentes dans le domaine des droits de l'homme

- Depuis 05/2005 *Juriste,*
Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme.
- 09/2003 – 05/2005 *Avocat,*
Conseil des avocats de Pechersk, Kiev
(représentation juridique dans des affaires pénales et civiles).

- 09/2003 – 05/2005 *Expert,*
Groupe Kharkiv pour la protection des droits de l'homme
(Projet « L'Ukraine contre la torture » - enseignement des normes européennes de protection contre la torture lors de séminaires pour avocats et juges, représentation juridique de victimes de la torture).
- Juriste,*
« Fondation pour l'assistance juridique aux victimes d'atteintes aux droits de l'homme », Union ukrainienne Helsinki pour les droits de l'homme
- 03/2001 – 09/2003 *Avocat collaborateur,*
Conseil des avocats de Pechersk, Kiev
(collaborateur de M. Grigoriy Ginzburg, Juriste émérite d'Ukraine).
- 03/2002 – 09/2003 *Conseiller juridique,* Avigale Ltd.
- 05/2000 – 03/2002 *Directeur,*
Projet « Leçons de Tolérance dans les écoles ukrainiennes. »
(développement du cours intitulé « Questions de Tolérance dans les minorités ethniques d'Ukraine » pour les établissements d'enseignement secondaire, concours annuel entre adolescents pour la meilleure recherche sur la tolérance).
- 05/1996 – 01/2001 *Représentante et Coordinatrice Régionale en Ukraine et en Moldova*
de la Fondation d'Histoire Visuelle des Survivants de la Shoah (appelée désormais Fondation Steven Spielberg – Institut de la Shoah de l'Université de Californie du Sud, depuis 2001 – consultant).
(recherches sur les phénomènes de génocide, d'intolérance, de discrimination et de racisme).

IV. Qualification professionnelle et affiliation

Avocat (admise à l'examen du barreau en 2003)
Membre du Barreau d'Ukraine.

V. Publications

1. «*Court of Justice of the European Communities and European Court of Human Rights: two ways of human rights protection*». «*Advocat*» Legal Magazine, N2 2, 2006.
2. «*Presumption of Innocence v. Freedom of Expression. Scope of media coverage of pending criminal proceedings in the case-law of the European Court of Human Rights*». «*Bulletin of the Supreme Court of Ukraine*», Ns 1, 2007.

VI. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Ukrainien	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français		X				X		X	
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

VII. Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.